

**No. 641**

---

**BELGIUM  
and  
ITALY**

**Cultural Convention. Signed at Brussels, on 29 November  
1948**

*French official text communicated by the Permanent Representative of Belgium  
to the United Nations. The registration took place on 19 September 1949.*

---

**BELGIQUE  
et  
ITALIE**

**Convention culturelle. Signée à Bruxelles, le 29 novembre  
1948**

*Texte officiel français communiqué par le représentant permanent de la  
Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies. L'enregistrement a  
eu lieu le 19 septembre 1949.*

N° 641. CONVENTION<sup>1</sup> CULTURELLE ENTRE LA BELGIQUE  
ET L'ITALIE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 29 NOVEMBRE  
1948

Le gouvernement belge et le gouvernement de la république italienne,

Désireux de conclure une convention dans le but de favoriser dans leurs pays respectifs, par une coopération amicale et par des échanges, une compréhension aussi complète que possible des activités intellectuelles, artistiques et scientifiques, ainsi que des façons de vivre de l'autre pays,

Ont en conséquence nommé, dans ce but, des Plénipotentiaires qui dûment mandatés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:

*Article 1*

Chaque gouvernement contractant s'emploiera de son mieux à assurer la création, dans les Universités ou autres établissements d'enseignement situés sur son territoire, de chaires, cours ou conférences traitant de la langue, de la littérature et de l'histoire du pays de l'autre gouvernement contractant ainsi que que de tous autres sujets qui s'y rapportent.

*Article 2*

Chaque gouvernement contractant pourra établir des instituts culturels sur le territoire de l'autre, à condition de se conformer aux dispositions générales de la législation du pays réglant l'établissement de tels instituts. Le terme "institut" comprend les écoles, bibliothèques et filmothèques consacrées aux buts envisagés dans la présente convention.

*Article 3*

Les gouvernements contractants encourageront l'échange entre leurs territoires de professeurs d'universités, d'autres membres du corps enseignant, d'étudiants, de chercheurs scientifiques, d'artistes et de représentants d'autres professions et occupations.

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 23 juin 1949, conformément aux dispositions de l'article 14, les instruments de ratification ayant été échangés à Rome, le 8 juin 1949. Cette convention n'est pas applicable aux territoires du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

## TRANSLATION — TRADUCTION

No. 641. CULTURAL CONVENTION<sup>1</sup> BETWEEN BELGIUM  
AND ITALY. SIGNED AT BRUSSELS, ON 29 NOVEMBER  
1948

---

The Belgian Government and the Government of the Italian Republic,

Desiring to conclude a convention for the purpose of promoting by friendly interchange and co-operation the fullest possible understanding between their respective countries in the intellectual, artistic and scientific fields and a mutual understanding of each other's ways of life;

Have accordingly appointed plenipotentiaries for the purpose, who, being duly authorized to this effect by their respective Governments, have agreed as follows:

*Article 1*

Each Contracting Government will use its best endeavours to ensure the provision in the universities or other institutions of education in its territory, of chairs, courses or lectures in the language, literature and history of the other Contracting Government, and in all other subjects relating thereto.

*Article 2*

Each Contracting Government is authorized to establish cultural institutes in the territory of the other, subject to observance of the legal regulations governing the establishment of such institutes in each country. The term "institute" will include schools, libraries and film libraries pursuing the purposes aimed at by the present convention.

*Article 3*

The Contracting Governments will encourage the interchange between their territories of university personnel, teachers, students, research workers and representatives of other professions and activities.

---

<sup>1</sup> Came into force on 23 June 1949, in accordance with article 14, the instruments of ratification having been exchanged at Rome, on 8 June 1949. This convention does not apply to the territories of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi.

*Article 4*

Les gouvernements contractants créeront des bourses pour permettre aux nationaux de chacun des deux pays d'entreprendre ou de poursuivre leurs études ou recherches, ou de parfaire leur formation technique dans le territoire de l'autre gouvernement contractant.

*Article 5*

Les gouvernements contractants encourageront la collaboration la plus étroite entre les sociétés savantes de leurs territoires respectifs en vue d'une assistance mutuelle dans le domaine de l'activité intellectuelle, artistique, scientifique, civique et sociale.

*Article 6*

Les gouvernements contractants étudieront les conditions dans lesquelles pourra être reconnue l'équivalence des examens subis — en vue de la collation des grades universitaires ou de l'admission à ceux-ci — dans le territoire de l'un des pays, avec les épreuves qui y correspondent dans l'autre.

*Article 7*

Chaque gouvernement contractant encouragera l'institution de cours de vacances, destinés au personnel universitaire, au personnel d'autres établissements d'enseignement, aux étudiants et élèves (a) d'un des pays sur le territoire de l'autre, et (b) inversement de ce dernier sur le territoire du premier.

*Article 8*

Afin d'activer la collaboration culturelle et professionnelle, les gouvernements contractants encourageront, au moyen d'invitations et de subsides, les visites réciproques de groupes choisis.

*Article 9*

Les gouvernements contractants encourageront la coopération entre leurs organisations de jeunesse reconnues, ainsi qu'entre les organisations nationales d'éducation orientées vers les études.

*Article 10*

Les gouvernements contractants se prêteront assistance mutuelle afin d'assurer dans chaque pays une meilleure connaissance de la culture de l'autre, au moyen:

- a) de livres, périodiques et publications, de reproductions d'œuvres d'art;
- b) de conférences et concerts;

*Article 4*

The Contracting Governments will provide scholarships to enable the nationals of either of the two countries to undertake or pursue their studies or researches or to complete their technical training in the territory of the other Contracting Government.

*Article 5*

The Contracting Governments will encourage the closest collaboration between the learned societies of their respective territories for the purpose of providing mutual aid in intellectual, artistic, scientific, civic and social activities.

*Article 6*

The Contracting Governments will examine the conditions under which— with a view to the concordance of university degrees or admission thereto— examinations taken in either country may be recognized as equivalent with those taken in the other country.

*Article 7*

Each Contracting Government will encourage the development of holiday courses to be attended by academic personnel, school teachers, students and school pupils (*a*) of the territory of the other Contracting Government in the territory of the former, and (*b*) of its own territory in the territory of the other Contracting Government.

*Article 8*

The Contracting Governments will encourage, by invitation and subsidy, reciprocal visits of chosen groups with a view to promoting cultural and professional collaboration.

*Article 9*

The Contracting Governments will encourage co-operation between their recognized youth organizations and between national educational organizations for the promotion of studies.

*Article 10*

The Contracting Governments will assist each other in making the culture of each territory better known in the other territory by means of:

- (*a*) books, periodicals and publications, and reproductions of works of art;
- (*b*) lectures and concerts;

- c) d'expositions de beaux-arts et de manifestations similaires;
- d) de représentations dramatiques;
- e) de la radiodiffusion, des films, d'enregistrements et d'autres moyens mécaniques.

#### *Article 11*

Il sera constitué, en vue de l'application de la présente convention, une Commission Mixte permanente, comprenant six membres, qui ne devront pas nécessairement posséder tous la qualité de fonctionnaire. Cette Commission comprendra deux sections de trois membres chacune, l'une composée de membres belges et siégeant à Bruxelles, l'autre composée de membres italiens et siégeant à Rome. Le Ministère des Affaires Etrangères d'Italie, d'accord avec le Ministère italien de l'Instruction publique, nommera les membres de la section italienne, et le Ministère belge de l'Instruction publique, d'accord avec le Ministère belge des Affaires Etrangères, désignera ceux de la section belge.

Chaque liste sera transmise pour approbation à l'autre gouvernement contractant, par la voie diplomatique.

#### *Article 12*

Les deux sections de la Commission Mixte permanente se réuniront en séance plénière chaque fois qu'il sera nécessaire, et au moins une fois l'an, alternativement en Belgique et en Italie. Ces séances plénières de la Commission seront présidées par un septième membre, qui sera le Ministre italien des Affaires Etrangères, lorsque la séance se tiendra en Italie et le Ministre belge de l'Instruction Publique, lorsque la séance se tiendra en Belgique.

#### *Article 13*

(1) Une des premières tâches de la Commission Mixte sera d'élaborer, au cours d'une séance plénière, des propositions détaillées destinées à faciliter l'application de la présente convention. Elle examinera notamment la possibilité d'accorder l'exemption réciproque de toute taxe pour les établissements établis ou à créer en application de l'article 2 de la présente convention. Après approbation par les gouvernements contractants, ces propositions seront considérées comme une annexe de la présente convention. L'approbation par les gouvernements contractants sera notifiée par un échange de notes.

(2) Par la suite, la Commission Mixte procédera à un examen des résultats de la convention, et proposera aux gouvernements contractants d'apporter à l'annexe toute modification qu'elle jugera nécessaire.

- (c) art exhibitions and other similar exhibitions;
- (d) dramatic performances;
- (e) radio, films, gramophone records and other mechanical means.

#### *Article 11*

For the purpose of the application of this Convention, a permanent Mixed Commission, consisting of six members, who need not necessarily be Government officials, will be set up. This Commission will be divided into two sections each of three members, one composed of Belgian members sitting in Brussels, the other composed of Italian members sitting in Rome. The Italian Ministry of Foreign Affairs, in agreement with the Italian Ministry of Public Education, will nominate the members of the Italian section, and the Belgian Ministry of Public Education, in agreement with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, will nominate the members of the Belgian section.

Each list will be communicated through the diplomatic channel for approval to the other Contracting Government.

#### *Article 12*

The complete permanent Mixed Commission will meet when necessary and at least once a year, in Belgium and Italy in turn. Such meetings of the Commission will be presided over by a seventh member, who will be the Italian Minister of Foreign Affairs when the meeting is held in Italy and the Belgian Minister of Public Education when the meeting is held in Belgium.

#### *Article 13*

(1) One of the first tasks of the Mixed Commission shall be to draw up at a full meeting detailed proposals to facilitate the application of the present convention. It will in particular examine the possibility of granting reciprocal exemption from all taxes to establishments set up or to be set up in application of article 2 of the present convention. These proposals shall, when approved by the Contracting Governments, be regarded as an annex to the present convention. The approval of the Contracting Governments shall be signified by an exchange of notes.

(2) Thereafter, the Mixed Commission shall review the working of the convention and propose to the Contracting Governments any modifications of the Annex which may seem necessary.

(3) Entre les réunions de la Commission Mixte permanente, des modifications à cette annexe pourront également être proposées par l'une des sections, sous réserve de l'accord de l'autre.

(4) Les modifications à l'annexe entreront en vigueur après approbation par les gouvernements contractants. Cette approbation sera notifiée par un échange de notes.

*Article 14*

La présente convention sera ratifiée. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Rome. La convention entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification.

*Article 15*

La présente convention restera en vigueur pour une période de cinq ans au moins. Par la suite, si elle n'a pas été dénoncée par un des gouvernements contractants, au moins six mois avant l'expiration de cette période, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois qui suivra la date à laquelle l'un ou l'autre des gouvernements contractants aura notifié sa dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT en double exemplaire à Bruxelles, le vingt-neuf novembre 1948.

(Signé) P.-H. SPAAK,  
[L. S.]

(Signé) Pasquale DIANA  
[L. S.]

(3) Modifications of the Annex may also be proposed, in the intervals between the meetings of the permanent Mixed Commission, by either section, subject to the consent of the other.

(4) Modifications of the Annex shall come into force when approved by the Contracting Governments. Such approval shall be signified by an exchange of notes.

*Article 14*

The present convention shall be ratified. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Rome. The convention shall enter into force on the fifteenth day following the exchange of the instruments of ratification.

*Article 15*

The present convention shall remain in force for a minimum period of five years. Thereafter, if not denounced by either Contracting Government not less than six months before the expiry of that period, it shall remain in force until the expiry of six months from the date on which either Contracting Government has given notice of denunciation.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries have signed the present convention and affixed thereto their seals.

DONE in duplicate, at Brussels, on 29 November 1948.

(Signed) P.-H. SPAAK  
[L. S.]

(Signed) Pasquale DIANA  
[L. S.]

